

DÉMOCRATIE SANS TERRE

A ceux qui s'inquiètent des frontières de l'Europe, à ceux qui observent la transformation des origines de la population dans la rue, à Paris ou à Marseille, et y reconnaissent le fait social majeur des vingt dernières années, l'idéal de société ouverte est généralement opposé. Il procède directement d'une mondialisation entendue comme dispense de la géographie. En ces temps de mobilité totale, d'échange en temps réel, d'indétermination rêvée, qui ose se réclamer d'une origine ? A-t-il encore un sens d'être né quelque part, de se réclamer d'un territoire ? La perspective d'une société ouverte et d'une démocratie planétaire rendrait suspecte toute référence aux racines, aux origines, elle suggérerait même de condamner cette dimension de l'expérience humaine dont il est pourtant malaisé de faire l'économie. Au prix d'un changement implicite de sens : pour Karl Popper, la société ouverte était le mode de fonctionnement politique interne d'une société qui par ailleurs avait et gardait ses frontières. Au prix d'un défi aux conditions d'existence des sociétés politiques, pour le moins audacieux : la démocratie s'est établie dans un espace-temps à la fois ouvert et fermé par une clôture, la frontière nationale, elle a existé par et pour un territoire donné. Au prix enfin d'un raccourci vertigineux : de Jean Jaurès à Jean-Paul II - « *Ce qui fait dans l'homme l'humain, c'est la Nation* » -, ils ont été nombreux, ceux qui ont jugé que le chemin de l'individu à l'humanité passe par la Nation, sa terre et sa frontière.

C'est ce défi d'une démocratie sans terre, posé aux Nations par cette composante de la mondialisation qui rêve de rendre les hommes aussi mobiles que les capitaux, les services et les biens, qu'il paraît urgent d'examiner. La question est en effet au cœur de tout projet politique contemporain. En France, puisque le changement de composition de la population française en vingt ans, réalisé sans débat, sans choix, imposé

et subi, va hanter tous les scrutins pendant la décennie prochaine, quelle que soit la réalité des chiffres invoqués, et souvent exagérés, par exemple sur la pratique de l'islam en France. En Europe, puisque l'une des difficultés les plus manifestes de la construction européenne est dorénavant la capacité de l'Union européenne à penser ses frontières – et quel service nous rend le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE ! Il est significatif de repérer, dans les torrents d'ouvrages publiés sur la construction européenne, l'absence quasi-totale de travaux autres que de circonstance ou de polémique sur ce qu'a signifié « être d'ailleurs », sur les glissements successifs qui rapprochent ou éloignent les notions, - là disjointes, ici conjointes -, d'étranger et d'ennemi, de différent et d'inférieur, d'autre et de valeureux, d'éloigné et d'intéressant, d'inconnu et de respectable. Tout se passe comme si l'histoire avait tué la géographie, comme si le progrès des transports, l'extension de l'idéologie politique, puis technique et économique, naturellement universelle et mondialiste, au cours des deux cents dernières années, avaient écrasé le sentiment de l'éloignement et la réalité de la distance.

Les vertiges de l'ouverture

Société fermée, société ouverte ; en sa simplicité, l'opposition parle. Elle dit la transformation considérable de la conscience de soi et de la relation à soi-même et aux autres qu'ont développées nos sociétés depuis la décolonisation et le départ de la terre. Elle dit l'extension des relations de marché aux hommes et aux structures sociales, par la mobilité. Elle dit moins que la pensée est en retard sur l'histoire, et que dans ce retard la démocratie se met d'elle-même en question.

Portée par un courant d'idées qui s'établit à la fin du XX^e siècle, et qui entend conjurer le retour de la guerre, effacer les maléfices réels ou imaginés de l'aventure nationale, assurer les conditions de la fin de l'histoire et fournir à l'économie les hommes qui feront la croissance, l'idéologie de l'ouverture affiche l'accès au bonheur pour tous, l'épanouissement individuel et la réalisation de soi par la mobilité géographique. Chacun, à la poursuite du bonheur, où il le veut et comme il le veut : c'est le visage souriant de la mondialisation des hommes, jugeant des offres que présentent les différents pays d'accueil, et migrant à la poursuite d'une vie meilleure, en ignorant des frontières

démantelées. S'ils la trouvaient ! Derrière la mise en scène, la réalité sociale et politique est rarement interrogée. Misère des réfugiés économiques, dont la majorité restera orpheline de l'espoir qui l'a arraché à sa terre, et dont les ressources culturelles ou religieuses seront peu à peu réduites au folklore. Misère des populations dites d'accueil, qui déplorent les conséquences sociales et culturelles de maux dont elle chérissent les causes économiques – à importer les enfants qu'il n'a plus, pour assumer les fonctions qu'il ne veut plus remplir, l'Occident ne doit pas s'étonner si les enfants d'ailleurs lui demandent des comptes pour ses promesses non tenues. Le débat sur les conditions d'accueil et d'accès à la nationalité des migrants change à mesure que son protagoniste type n'est plus le petit blanc imbu de ses privilèges et gonflé du sentiment de sa supériorité raciale, mais l'indigène malheureux, tout aussi déraciné et sans repères que les migrants auxquels il est confronté, parce qu'exilé de l'intérieur, dépossédé de son territoire et étranger à son pays. Pour être sans voix, cette nouvelle misère sociale n'est pas sans vérité. Misère enfin d'un modèle de l'homme universel qui se prête trop aisément au système de l'homme de marché, tour à tour objet et sujet de commerce, qui achète et qui vend, qui s'achète et qui se vend, comme à l'étal des marchés d'esclaves jadis, et dont les sports professionnels fournissent l'exemple achevé. Depuis longtemps, les équipes de football d'Anvers, de Milan ou du Paris Saint Germain ne sont plus des équipes d'Anversoises, de Milanais ou de Parisiens, ce sont les équipes des joueurs qu'ont pu acheter ces villes, à l'instar de cette équipe de football d'une ville belge de la banlieue d'Anvers, composée pour dix sur onze de joueurs d'origine ivoirienne. Etre de, c'est être à ; la propriété financière des joueurs fait l'appartenance que l'origine ne fait plus : l'argent détermine le lien.

Négation de l'autre, perte de soi

La mobilité des hommes à travers les frontières est considérée comme liberté fondamentale, comme chance, et comme espérance du bonheur. La société ouverte est la bonne société ; l'affirmation disqualifie toute contradiction, d'autant plus aisément qu'en Europe, depuis cinquante ans, les interdits nés des crimes idéologiques du siècle ont rendu suspecte toute revendication identitaire. De fait, elle réalise les

conditions d'un vaste mouvement de désaffiliation de tout ordre symbolique et collectif, plus encore qu'elle ne transforme les Nations. C'est entendu, l'individu se libère et s'enrichit en se désapprenant du collectif, en se séparant des siens. Il se trouve en s'en allant. Il devient en renonçant, il se trouve en se niant. Cet entendu mérite d'être tiré au clair. Il dit que chacun vit d'autant mieux qu'il oublie d'où il vient, qui sont ses parents, ses amis, ses proches, et qu'il choisit en permanence la voie de son intérêt maximal. Qui a parlé d'idiot rationnel ?

L'extension du marché des hommes a pour condition la production de l'homme de marché, dispensé de toute appartenance et de tout lien. Mobile. Plus encore : délié, indéterminé. Plastique. Prêt à devenir qui il veut, quand il veut. L'identité se réduit aux circonstances. Elle devient ce que le marché appelle, dans une logique d'offre qui a la puissance de l'universel. Elle met en concurrence les territoires, les offres nationales, les systèmes sociaux et fiscaux, et s'y emploie d'autant plus efficacement qu'ils s'opposent à ses effets les plus visibles, les zélés de la société ouverte, aussi bien experts en fuite des capitaux que fournisseurs inconscients du marché des hommes au nom des droits de l'homme. C'est en effet d'abord notre relation à l'autre qui est en question, et l'existence même de l'autre qui est interrogée, puisque le collectif faisait l'autre en désignant le même. Si l'histoire du colonialisme remplit nos bibliothèques de la mauvaise conscience de soi, l'histoire de l'autre, comme étranger, comme différent, comme irréductible, reste à écrire.

Le savoir - Qui est autre, et qui est le même ? Qui est proche, et qui est loin ? Quel est l'ami, quel est l'allié, et quel est l'ennemi ? Que sont les relations entre les uns et les autres, leur évolution actuelle et leur devenir probable ? Une curieuse paralysie semble saisir l'Europe contemporaine devant ces questions, malgré ou à cause de leur actualité. L'écart vient de loin, d'une abstention étonnante des historiens, des sociologues, des statisticiens, à éclairer les questions d'identité, de reconnaissance, de voisinage et d'éloignement. Qui sait que les derniers empereurs romains qui ont tenu contre les invasions barbares étaient issus de l'autre rive de la Méditerranée, que nous appelons le Maghreb, et que l'empire romain pouvait être à la fois esclavagiste, d'une cruauté sans borne pour ses ennemis, et dépourvu de tout préjugé racial ? Qui a

observé que la première démocratie au monde, l'Inde, était prête en 2005 à nommer Premier ministre une femme, née italienne, Sonia Gandhi, chef du Parti du Congrès, premier parti du sous-continent ? Comment expliquer l'étonnante proximité ressentie par tant de Français pour la Pologne ou le Tibet ? Pourquoi tant de Peugeot au Zimbabwe ? Quelle relation établir entre le degré d'ouverture, subi ou voulu, des sociétés et leur progrès ? Que valent la francophonie et le partage de la langue pour expliquer la tenace et parfois complice proximité des Français avec les ressortissants de son ancien empire colonial, comme la difficulté des Nations d'Europe à nouer d'autres relations avec le monde que celles issues de la colonisation ?

Au moment où la question de l'autre, des autres, de leur place et de leur reconnaissance, promet de marquer la décennie en cours comme les marchés financiers ont marqué les précédentes, le savoir fait défaut. Il est banal de constater que, du *Journal d'un Anglais en Chine* ou du *Voyage à Tombouctou* de René Caillé au récit de la première traversée de l'Amérique du nord par Clarke et Lewis, aux *Lettres du Tonkin et de Madagascar* de Lyautey, aux voyages au Tibet de Jacques Bacot, c'est moins seulement la technique du déplacement et la sûreté du voyageur qui progressent que l'idée de l'étranger, du lointain, de l'autre, qui se transforme dans leur regard et dans le nôtre. Et que dire d'une petite sociologie des guides de voyage qui s'esquisserait des premiers *Guides Bleus*, au *Lonely Planet* et au *Routard* aujourd'hui – de la surprise du monde à la production du monde ? Et des *Mémoires* de soldats décrivant l'ennemi aux *Chroniques* de la guerre en Irak, des récits coloniaux à Frantz Fanon ou René Dumont, puis à Rony Brauman ou Jean-Claude Guillebaud, continuités et ruptures sont plus complexes, plus ambiguës, que le catéchisme idéologique ne veut bien le dire – pour ne parler que d'un contexte français. Car c'est le passage d'un étranger autre, auquel aucun jugement ne saurait s'appliquer, à un étranger proche qui peut se convertir, qui peut obéir, puis qui peut produire, et enfin au même dont il faut désarmer les différences, qui se joue. Car c'est la représentation de soi que donne à lire le récit de voyage chez les autres. Et s'étonner de leur étonnement, être surpris de leur surprise, c'est se découvrir.

L'universel - Notre relation à l'autre est en question. Sa possibilité même finit par être menacée par l'idéologie de l'universel et la

suppression de l'éloignement géographique. Moins par la confrontation fatale qu'elle supposerait avec le différent ou l'ennemi, que par l'incapacité de se définir et de se concentrer sur soi qui en découle. Trois éléments se conjuguent en ce sens :

- l'accélération des transports, maritimes d'abord, aériens jusqu'en 1980 environ, terrestres (TGV) ensuite, puis la baisse des prix jointe à l'accroissement des capacités d'emport aérien, placent toutes les capitales du monde à portée, dans des conditions de coût, de confort et de (relative) facilité telles qu'elles transforment, faute de l'annuler, la séparation ; ce n'est plus la géographie d'abord, mais la douane, qui fait l'éloignement d'un Américain en Iran, d'un Britannique au Zimbabwe ou d'un Français... aux Etats-Unis d'Amérique (depuis l'affaire irakienne). Les réseaux réduisent la distance au temps de connexion ou de transport, et subvertissent les rapports du proche et du loin – Paris est combien plus proche de Londres que d'Amiens, et de Manhattan que de Rodez ! La politique, l'argent, le mode de vie et le droit font les séparations que la géographie ne fait plus. L'important n'est pas l'avion, vers 1900 ; c'est, depuis 1980, la massification des migrations aériennes et la chute dramatique des coûts des transports, qui placent tout villageois de la jungle ou de la rizière à moins de mille dollars et de vingt heures des villes néons qui le font rêver et que lui promet CNN ;

- l'occupation humaine de toutes les terres émergées, y compris les plus hostiles, y compris les plus traditionnellement soustraites à l'habitat humain, de l'Alaska à la Sibérie et de la forêt équatoriale aux marais, crée les conditions de l'universalité ; la saturation des espaces, la continuité de l'occupation humaine et la rareté des éléments naturels la placent sous le signe du marché – donc de la règle commune, à défaut d'une règle unique. Les conditions même de la reconnaissance de l'autre disparaissent avec sa capacité d'existence, avec sa qualité d'éloignement. En le rapprochant, la saturation humaine de la planète le supprime. En nous le rendant proche, elle lui interdit d'être lui-même, avec ses propres règles, ses propres valeurs, son appartenance propre – ce qui serait, ce qui est insupportable en effet ; l'indifférence lui est interdite. Tous, sous le jugement de tous – sous nos cameras embarquées. Et, en le réduisant à un prix, une valeur ajoutée, une capacité d'achat ou d'investissement, le marché fait de l'autre

définitivement le même, sans espace autre qu'anecdotique d'éloignement, sans séparation autre que scandaleuse ou criminelle ;

- la découverte des raretés du monde, et même, derrière la perspective de son épuisement possible, le sentiment d'une interdépendance à laquelle se sentent naturellement le plus exposés ceux qui consomment davantage de ces nouvelles raretés – eau, espace, air, carburants fossiles, etc. – crée l'obligation du commun, voire de l'unique. Si ce qui est commun est rare, il faut des règles communes à sa consommation. D'ailleurs, suggèrent les ONG comme l'homme de la rue ou Halliburton, est-il bien raisonnable de laisser à des Etats partiels, comme le Brésil, l'Indonésie, le Pakistan, l'Irak, tant d'espace et de ressources dont nous avons besoin, dont les entreprises sauraient faire tant de dividendes ? L'effet le plus certain des interrogations sur le développement durable est celui de l'entrée, spontanée ou forcée, de l'ensemble des acteurs consommateurs et des richesses convoitées dans le territoire de la règle, d'une règle unique, qui est la règle de l'économie ; l'exploitation la plus rentable possible de chaque territoire et de chaque ressource. Il est possible d'en souhaiter, d'en rêver, même de travailler à en construire une autre ; par défaut, ou par force, elle est, avec ses lacunes et ses imperfections, la seule.

Le point actuel, nouveau, est celui où la géographie, c'est-à-dire l'éloignement, la séparation, la distinction, disparaît. Est-ce un hasard si le Président Bush relance la conquête de la Lune, si l'opinion américaine valide le projet de voyages habités sur Mars, si Taïwan propose d'expédier les cendres de ses morts dans l'espace ? Ailleurs n'est plus sur cette planète ; notre géographie va rejoindre notre astronomie, et la planète Mars occuper dans l'imaginaire la place que le Tonkin occupait voici cent ans. Le droit, les contrats, l'argent, font les distances que la géographie ne fait plus. Le fantastique abaissement des temps, des prix, des transports, symétrique du développement du tourisme de masse, a permis cette destruction du monde comme éloignement, distance, séparation, condition de l'universalité.

Ce point de basculement est précis ; il est celui où l'indifférence devient impossible, faute de distance. Un monde petit fait de l'éloignement un luxe inaccessible. Et il est celui où l'autre, le différent,

l'éloigné, ce qu'il en reste, se confond avec l'ennemi – celui où l'altérité devient menace et l'éloignement, danger, évitement, fuite. L'Empire romain savait arrêter ses légions et construire le mur au-delà duquel un autre monde commençait ; quinze siècles plus tard, ce limes marquera la limite entre l'Allemagne protestante – au Nord – et la Bavière catholique – au sud du mur, en pays d'Empire. La séparation sauvait, et l'Empire et l'autre. Il n'y a plus de mur pour arrêter le champ de la guerre en reconnaissant à l'autre un territoire propre, il n'y a plus de séparation où laisser vivre cet autre absolu que figure aujourd'hui l'islam radical – et l'aviation américaine ou israélienne de s'employer efficacement à ouvrir les montagnes, pour qu'au fond même des cavernes, aucun mur ne protège Ben Laden ou Nasrallah.

Un double mouvement né de la prétention à l'universel tout à la fois explique et condamne la société ouverte, telle du moins qu'elle procède de l'ouverture de droits inconditionnels, moraux certainement, financiers et sociaux surtout.

D'abord, la proclamation d'un idéal universel, droits communs à tous les hommes qui sont le dernier déguisement de l'Occident dans sa prétention à détenir le bien ou la première expression d'un capitalisme qui a compris que les valeurs paient - ce que Tony Blair résumait superbement en déclarant : « Nos valeurs sont universelles ; dès que les hommes ont le choix, où que ce soit dans le monde, ils les adoptent » - sans moyens concrets de les mettre en œuvre, quand ce sont des droits matériels – eau, santé, alimentation –, sans considération pour les cadres collectifs qui conditionnent la valeur réelle de ces droits, et sans conscience de l'extraordinaire agressivité qu'une telle proclamation signifie à l'égard de toute communauté organisée autour d'autres valeurs et d'autres principes. L'ambiguïté du thème du respect, tant diffusé en France, doit être considérée pour ce qu'elle est ; la négation de l'autre, qui est respecté en tant qu'il est le même, ou parce qu'il est appelé à le devenir – surtout pas en tant que lui-même, radicalement autre, étranger, de l'autre côté de la frontière, et destiné à le rester – pour cela même riche, intéressant, fascinant... – mais jamais réduit au même, c'est-à-dire à la disparition que vise l'universel, comme dernier crime de l'Occident. Qu'il était beau, le mot d'étranger, quand il désignait l'infinie diversité humaine et l'irremplaçable séparation des histoires, des règles et des

mœurs, condition de cette diversité de leur respect !

Ensuite, la négation argumentée, manifeste, encore que souvent invisible aux Occidentaux eux-mêmes, de la légitimité et de la valeur de tout groupement humain qui se refuserait à satisfaire à ces droits dits universels parce qu'ils assurent la disparition de tout autre système de relation entre les hommes que ceux du contrat, de l'échange marchand, de l'individualité souveraine. Le courant de criminalisation des autres, de leurs mœurs, de leurs usages, de leurs systèmes, est sous-jacent derrière les démarches de maintes organisations internationales, même et surtout en apparence fort éloignées d'un projet de mondialisation occidentale, du Tribunal Pénal International aux procédures de conformité. La prétention de tribunaux occidentaux, ceux d'Espagne après ceux de Belgique, à détenir compétence universelle pour les atteintes aux droits de l'homme pousse à la caricature la dérive impérialiste qu'appelle le totalitarisme du bien. L'adulation d'un homme universel y interdit si aisément toute conscience des conditions historiques, et toute sympathie pour des individus en proie à l'histoire. Que celui qui n'a jamais craint pour sa terre et ses enfants juge Israël ou bien les Palestiniens, s'il s'en croit capable !

Le monde n'est plus le monde. Sacrifié au mythe de l'universel, ce qui le faisait monde - écart, distance, surprise aussi - disparaît jour après jour. Le bûcher de la distance, celui de la différence, celui de l'étrangeté, de la surprise, brûle à grands feux ; elles sont ce que nous ne saurions plus voir. A l'inverse de ce que le discours dominant tend à faire croire, les discours sur la tolérance universelle et les valeurs communes habillent des postures exactement inverses, d'hostilité déclarée, revendiquée même, à tout ce qui est réellement autre, différent, irréductible. En France notamment, il est caractéristique que la perte du sens religieux interdit non seulement de tolérer mais seulement de comprendre le fait que toute religion engage tout l'homme et tout de l'homme. La laïcité, telle qu'elle est vécue aujourd'hui en France, correspond, non pas à la distinction construite entre un espace public laïc et des espaces privés où chacun vit selon sa religion, mais à la disparition organisée du religieux dans la société, avec la complicité historique d'un catholicisme réduit à sa caricature d'assistantat social depuis que ses prêtres ne prient plus. Et l'apparition de l'islam sur le

territoire de la République la confronte à ce dont elle avait perdu la trace – une religion qui est tout ce qu’une religion est.

Haine de soi, méprise de l’autre - En a-t-on dit, en a-t-on fait, autour du droit à la différence, du respect de la différence et de la considération due à l’autre ? Et quel étrange mouvement que celui qui a parfois semblé conduire à préférer par nature ce qui est autre à ce qui est sien, à juger bon par essence ce qui est étranger, et suspect ce qui est proche, et à rendre même condamnable toute expression commune de ceux qui partagent une origine, une culture et une identité ?

La valorisation inconditionnelle du métissage, de rigueur dans les médias, en fournit de quotidiennes et savoureuses illustrations ; la France est xénophile, depuis longtemps. Les déserteurs « afro-américains » des troupes américaines de 1918 qui firent de Montparnasse un haut lieu du jazz en savent quelque chose, comme tant de Vietnamiennes, de Malgaches, d’Algériens ou de Marocains – depuis André Gide et Henri de Montherlant jusqu’à Michel Foucault - et le goût des Français pour ce qui vient d’ailleurs, ce qui change, est avéré. Mais il ne s’agit ni de respect, ni de différence, mais de leur travestissement. Car tout cela n’est qu’un jeu – et il est interdit de ne pas jouer. L’écart est fabuleux qui part de la *salsa*, du *djembé* et du vin de palme à la danse du ventre, nécessairement supérieurs à la valse, au piano ou au Ricard, parce qu’anecdotiques, consommables, renouvelant la valeur ajoutée, et qui va jusqu’au voile islamique, aux castes de l’hindouisme, à la doctrine économique de l’Eglise catholique, nécessairement mauvais parce que différents, et redoutables parce qu’essentiels. Si ce n’est plus un jeu, on ne joue plus. Le travestissement, oui ; l’appartenance, la croyance, non.

Sous couvert de laïcité, la France développe une passion résolue de négation du différent, qui la conduit d’abord au déni – refuser d’évoquer même la possibilité d’un échec de l’intégration, puisque ce sont les mêmes –, ensuite à la désinformation – refuser de nommer et de compter les enfants de l’immigration puisque ce sont les mêmes –, et peut la conduire demain à la séparation – s’il advenait qu’ils ne soient pas les mêmes, qu’il soit trop tard pour parler encore d’intégration, et que la nationalité ait fini de perdre son sens. L’étranger est bon mais il

est bon parce qu'il est le même, meilleur encore s'il apporte un piment d'exotisme pour renouveler l'offre ; il est bon justement parce qu'il n'a rien d'étranger dont une maison de production ou un bon plateau TV ne puissent faire une offre séduisante. Et il est bon s'il est soluble dans l'économie – réduit à sa pacotille et ramené à l'inessentiel. Un prix, rien qu'un prix, voilà le tout de l'autre où il lui est commandé de s'épuiser, sinon gare ! Il n'est plus de vraie différence que marketing, si même il en existe aucune, entre des individus qui accèdent à l'universel en convoitant des marques qui changent.

C'est bien pourquoi il faut respecter la différence au moment où elle n'est plus rien – si elle existait vraiment, et si elle se manifestait, elle ne serait plus qu'une monstruosité, un objet à combattre, une anomalie à réprimer, comme le débat français sur le voile et le principe d'une loi ad hoc tendent à l'illustrer. Si une Française et une musulmane ne sont pas différentes, si elles peuvent être une et même personne, le port du voile pose en effet question à ce qui est ou sera français en elle. Si une Française et une musulmane sont des personnes différentes, il convient à l'inverse de respecter le droit de la seconde à porter son voile et à satisfaire à ses obligations religieuses en toutes circonstances, mais de les respecter en tant que droit et obligations d'une étrangère, d'une autre, dans la séparation et dans l'éloignement qui sont les conditions mêmes de notre liberté – et de la sienne.

La méprise sur l'autre, qui en fait l'objet de marché qu'il n'est pas, est toute proche du mépris de l'autre. Ce qui se joue sous les mots de respect et de tolérance, c'est la réduction affolée de l'autre à soi, sous le signe du bien et de l'universel. C'est l'indifférenciation, sous couleur du droit à la différence. Il est grave de mesurer que le respect n'est plus jamais dû à l'autre comme autre, à l'étranger comme étranger ; il est dû à l'autre et à l'étranger comme pouvant devenir, devant devenir, et d'ailleurs sommés subrepticement par ce respect même, de devenir comme nous.

A sa manière, c'est une fin du monde que désigne le conservateur du Musée des Arts premiers quand il célèbre le musée du monde, où les figures de tous les cultes, de toutes les croyances sont exposées, égales images de formes mortes, bouches ouvertes dont aucune parole ne

sortira jamais plus. Comment peut-il savoir qui il est, celui qui ne se connaît pas d'étranger ? Et comment pourrait-il accepter sa condition historique, celui qui nie l'histoire qui l'a fait autre que ceux dont justement et par ailleurs il s'emploie à dire qu'ils sont les mêmes ? La figure de l'autre, comme celle du loin, est essentielle dans la constitution de soi, dans la construction du sujet et de son verbe ; et elle est même plus importante que le rapport de soi à soi, tant le détour par la distance ou la séparation révèle ce qui resterait caché en leur absence ou en leur impossibilité. C'est bien cette impossibilité qui surgit, et qui menace.

Tels qu'ils sont aujourd'hui affirmés et mis en œuvre à travers la mobilité des hommes, les droits de l'homme ne sont pas seulement la négation de l'histoire ; en oubliant les conditions historiques et sociales qui ont permis à certaines sociétés, dans des conditions précises et fragiles, d'apaiser la manière d'être ensemble, ils viennent condamner la possibilité même du progrès dont ils se veulent le moyen. Car l'ignorance de ce qui a été le condamne à revenir, car l'enfouissement de ce l'on a fait demande de le refaire, car s'éloigner de ce que l'on fut oblige à le redevenir, dans le cycle primitif et sans fin des renaissances collectives dont la mémoire, le savoir et la conscience de soi seuls rompent la magie tragique.

La société ouverte change la démocratie

La liberté de mouvement, d'installation, d'investissement des hommes est la mère de tous les libéralismes. Aucune mutualité ne survit si elle n'est pas fermée. Il en va de même pour cette grande mutualité qu'était la Nation. Le marché des hommes annonce la fin de ce qui s'est appelé démocratie, comme capacité à délibérer en commun, à décider et à agir, sur la foi d'un destin partagé, d'une frontière établie, de valeurs distinctives. Nous vivons après la sortie de la religion, la sortie de la politique comme capacité de se déterminer ensemble par l'élection.

A quoi bon voter quand il s'agit de déménager ? Et pourquoi militer quand le catalogue des offres publiques est grand ouvert ? Le vertige actuel autour de « l'attractivité du territoire » dissimule mal l'envie de changer de peuple, la réalité d'un marché des hommes, l'utopie de la mobilité des compétences, des savoirs, des énergies.

Le droit d'être de nulle part et d'oublier ses origines, le droit de choisir un pays comme une banque, le droit de comparer ce que chaque pays a à offrir, défie la société politique avant de la transformer. Il invente un « être ensemble » sans appartenance, sans devenir, qui se rêve sans tension ou à très faible tension interne – puisqu'il est si facile de résoudre les tensions dans la fuite, simplement en changeant de société – qui produit en fait des tensions intenses en juxtaposant des êtres qui appartiennent à des mondes différents et qui doivent voisiner sans se croiser ; une société qui renonce à se produire elle-même, à faire son histoire et à se construire comme projet ; ou qui se produit pour se vendre, instituant par la mise en concurrence d'elle-même, de ses lois, de ses mœurs, de sa culture, une autre hétéronomie, celle du marché. Le mode de résolution des conflits qu'invente la démocratie sans terre tend à faire de chaque contemporain un nomade, au moins dans ses comptes bancaires et dans sa tête. Les sociétés privées ont précédé les individus dans cette voie ; il est significatif que certains gouvernements s'y engagent, en développant outre mesure le thème de l'attractivité.

Si la démocratie a été la faculté donnée à une majorité de s'exprimer, de choisir et de sanctionner ses représentants, et le vote le moyen de cette expression comme de cette sanction, la mobilité indéfinie des hommes, comme celle des capitaux et des entreprises, institue bien une autre démocratie sans doute, une autre politique certainement.

Cette transformation fait succéder à un monde du lien, de l'appartenance et de l'identité, un monde de la règle. L'important n'est plus qui je suis, où et de qui je suis né, ce que je crois ou ce que je fais ; l'important est que je sois dans - ou hors de - la règle. L'entrée dans le domaine de la règle explique l'innommable prolifération des normes, des codes et des procédés ; car il s'agit de construire le moyen du vivre ensemble que l'origine, la foi ou l'appartenance ne font plus. Pourquoi pas ? A condition que la règle en soit une, et strictement respectée par tous ; à condition que chacun comprenne qu'il s'agit de mettre en place une économie du droit et du pouvoir, et que la justice a peu à voir là-dedans ; à condition aussi d'être sans illusion. Il ne faut pas croire ce monde de la règle plus confortable que celui du lien. Chacun n'est que ce qu'il fait, et même, ce qu'il fait maintenant : son passé ne sera pas témoin à décharge. Les avantages de l'antériorité, les privilèges des

origines, sont abolis. La solidarité n'y a plus sa place que dans les interstices des contrats. Il faut seulement mesurer que le monde de la règle est le monde du marché, et qu'il introduit dans la condition historique du citoyen d'un Etat démocratique ce changement majeur : la primauté donnée à l'économie sur la société, allant jusqu'à modifier la composition de la société en fonction des besoins d'embauche.

La démocratie du droit et des droits est commandée par la primauté de la mobilité individuelle. Elle est un élément de liberté concrète et d'affirmation individuelle. Mais en retour, elle vient compromettre l'une des conditions historiques de la démocratie. C'est ici que ça se joue, pour moi, pour les miens, pour mes enfants, et voilà pourquoi je m'engage, pourquoi je vote, pourquoi un projet politique a un sens. La démocratie est née de la terre, du territoire et de la frontière ; elle s'est affirmée dans la confrontation quelquefois, dans la compétition toujours, avec l'étranger – à la fois si loin et si proche, si autre et si nécessaire, pour vérifier le lien, retrouver le commun et se sentir les mêmes ! Le lien géographique, le fait national, sont inséparables de la naissance et de l'affirmation de la démocratie. Ils ont été le moyen de l'extension des solidarités de famille, de clan et d'ethnie, à un ensemble plus vaste. Et c'est à une autre démocratie, selon d'autres modalités, et avec des développements aujourd'hui inconcevables, que renvoie le principe de la liberté de mouvement des hommes, c'est-à-dire leur capacité à se délier comme à se lier avec la communauté de leur choix, à tout moment et sans conditions. En développant les actions de marketing territorial, la France et l'Europe adoptent une démarche que les Etats et les villes américaines pratiquent avec virtuosité, mais dont les présupposés politiques sont inexprimés ; la faculté reconnue aux entreprises comme aux actifs de mettre en concurrence les territoires conclut un long processus de désappartenance. La liberté de mouvement des hommes passe pour un droit fondamental ; et pourtant cette liberté individuelle qui exclut toute puissance collective, en interdisant et l'organisation qui la permettrait et l'autorité qui la constituerait, située en fait chacun, entraîné par l'obsession de se détacher des appartenances qui le détermineraient, en cible de toutes les dépendances, les pires surtout, celles qu'il choisit. Dans le cadre national de nos démocraties, faire jouer les règles du marché a permis une avancée considérable de la

liberté ; il faut s'interroger pour savoir si faire jouer ces règles du marché que sont la fluidité, la mobilité, la réversibilité de tous les engagements, hors du cadre national, permet une nouvelle avancée de la liberté dans la démocratie, ou bien se hasarde hors de son champ, et compromet la seconde au nom de l'autre.

Le débat interdit - La formation et la composition de la population sont un trou noir de la démocratie. Censure ou mensonge ? S'il est un devoir de toute entité qui prétende à l'autonomie, c'est de s'identifier, de se nommer et de se compter. S'il est un droit premier des Nations et un attribut de la souveraineté nationale, c'est bien de décider qui en est et qui n'en est pas. Et s'il devait être un premier droit démocratique, n'est-ce pas celui des citoyens d'une Nation de décider avec qui ils veulent vivre ou pas ; qui ils reconnaissent comme les mêmes et qui demeureront des autres ? Le premier des attributs de la souveraineté est même qu'après avoir entendu tous les orateurs qui détiennent par naissance, par vocation ou par prétention, le juste et le bien, chacun et chacune déterminent en toute indépendance les conditions d'entrée et de séjour sur son territoire, et les conditions d'acquisition de la nationalité. Ce n'est qu'en cas de guerre, de défaite, et d'invasion, que ce droit est perdu, ou dénié, et c'est alors la fin de ce peuple comme Nation et la disparition de sa souveraineté.

Faut-il considérer l'Europe en état de guerre, au point de perdre sa souveraineté sur ce point capital ? Face à des perspectives peut-être dramatiques de migrations africaines ou chinoises, la question ne peut plus être esquivée. Le premier fait politique de ces trente dernières années est le dessaisissement des électeurs européens de toutes les questions liées aux mouvements de population et à l'ouverture des frontières. Du regroupement familial qui a transformé une migration de travail en migration de peuplement, à l'absence de toute condition de nationalité pour l'ouverture de droits sociaux (situation à peu près unique au monde), les Français n'ont jamais été consultés sur un élément déterminant dans l'évolution de la société, du vivre ensemble et du lien collectif – l'accès à la condition de Français. Un étrange domaine de la censure s'étend là où nul ne l'attendait ; le délit d'opinion est redevenu un sujet central de nos sociétés européennes, dès qu'il s'agit de la composition de la population et de l'immigration, nouvel interdit,

nouveau déni de la démocratie qui justifie le grand retour de la censure de la presse, du livre et de l'expression. Délit d'opinion quand le réel est seulement énoncé comme il est, l'origine devenant en France ce qu'était le sexe au XIX^e siècle – ce qu'il n'est pas possible d'énoncer tellement la société en est travaillée, ce qui est tellement là comme menace ou promesse qu'il faut interdire d'en parler pour ne rien voir et ne pas agir. Comment s'interroger sur le désintérêt pour un suffrage qui ne permet pas de dire ce qui compte, et de se prononcer sur l'essentiel ? Ce dessaisissement s'est amplifié depuis que, le 1^{er} janvier 2005, la Commission européenne est maître des flux migratoires à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union – ce qui signifie qu'à des débats possibles au sein d'ensembles consistants et pertinents, sur bases nationales, succède l'impossibilité de débats et de responsabilités au sein d'un ensemble sur ce point inconsistant, puisque les institutions européennes ont choisi de faire l'impasse sur l'identité de l'Europe, que l'Europe de la Défense et de la Sécurité se dissout dans l'OTAN, et qu'elle n'a aujourd'hui trouvé de consistance que sur le terrain monétaire et financier.

Si la démocratie est bien le régime politique qui demande aux citoyens de décider sur ce qui les concerne et sur ce qui compte pour eux, il convient de s'interroger : pourquoi les thèmes de l'ouverture, des frontières et de l'appartenance ont-ils fait l'objet d'un tel déni de démocratie au cours des trente dernières années ? Que veut dire être Français, être Européen, et plus concrètement doit-il y avoir des conditions, lesquelles, et de quelle nature, à l'accès aux prestations sociales, à l'emploi, à la nationalité ? Jamais il n'a été question de dire qui est Européen et qui ne l'est pas, à moins que le respect d'un ratio de déficit public sur PIB, d'une limite d'inflation et d'un niveau de taux d'intérêt suffise à définir qui est Européen. Les instruments mêmes qui auraient nourri la discussion ont été cassés, ou bien on s'est interdit de les employer. L'anathème historique, l'oukase tiré du passé ont servi d'outils faciles à une vaste opération d'évitement ou de déni – passez, il n'y a rien à voir – ou, pire encore, de censure - décrire ce qui est serait le début du fascisme (voir à ce propos l'interdit absolu qui pèse sur la description de la population carcérale en France selon les origines des condamnés). Etrange et dangereux paradoxe qui donne à la montée des

votes protestataires, notamment d'extrême-droite, la force singulière d'une demande de démocratie, de la part de citoyens interdits d'opinion et privés d'expression : « nos problèmes ne sont pas ceux que vous dites, et l'Europe que nous voulons n'est pas celle que vous laissez faire ! » Etrange aveuglement qui menace l'Europe dans le mouvement même qui l'étend jusqu'à la dissoudre, sans mesurer assez qu'à supprimer les frontières nationales sans en établir de nouvelles, et plus fortes, à l'Est et au Sud, l'Europe se condamne à revivre des affrontements de religions, de races et de clans que l'on espérait avoir dépassés, en négligeant le fait national qui les conjurait à l'intérieur de frontières établies. Etrange solitude que cette fuite en avant dans la haine de soi, des siens, et de ce qui a fait sa force – la sûreté de soi.

La naïve attention à l'attractivité des territoires, à la compétitivité des offres publiques, au marketing territorial, même justifiée dans ses effets de court terme, révèle à quel point les territoires, les offres publiques, les choix démocratiques eux-mêmes, sont devenus des choix contestables, et que chacun peut remettre en question simplement par le mouvement. Et c'est ainsi que l'un des droits de l'homme présenté comme d'évidence – le droit à la mobilité géographique - vient dans son exercice concret menacer la démocratie, dans sa dimension de construction historique, de processus collectif et de long terme attaché à un territoire défini. Ou bien faut-il imaginer la démocratie comme un concours d'affiches nationales, et le concert des Nations comme un concours de beauté qu'arbitrent, nonchalants ou pressés, des citoyens du monde qui votent avec leurs pieds et n'ont plus besoin de voter autrement ?

La société bourgeoise traditionnelle était assez remarquablement protégée contre les empiètements de l'économie sur le social et contre l'extension des relations de marché à l'ensemble des rapports humains. Les représentations collectives qui lui donnaient consistance et unité, par delà la multiplicité des situations individuelles et familiales, l'immunisaient contre l'extension du système de marché à toutes les relations humaines. Ses « foyers clos » lui permettaient de s'enrichir, prenant de l'extérieur ce qui lui serait profitable, et rejetant ce qui pouvait lui nuire. Tout ceci n'est plus. Il faut peut-être s'en réjouir pour les individus libérés du territoire comme il faut sans doute déplorer ce

qui l'a remplacé comme simulacre du collectif : l'obsession économique, nourrie par les socialismes d'Etat et par un certain radicalisme intellectuel, qui entend réduire chacun à ce qu'il fait, à ce qu'il a et à ce qu'il gagne, en le dénuant de ce qu'il est et d'où il vient.

L'obsession économique - La violence de l'interdit fait aux Français et aux Européens d'examiner, d'instruire et de débattre d'un sujet majeur pour eux, le refoulement de leurs origines, l'enfouissement de ce qui nourrit et entretient le lien entre eux, la fierté collective et l'esprit commun, devrait interroger sur les raisons qui l'expliquent – sans doute peu communes. La France se singularise dans ce domaine, d'abord par sa vision toute coloniale de l'importation par villages entiers de travailleurs chargés d'assurer la compétitivité de ses industries sans investissements de productivité, dans les années 1960 – par maintien à bas niveau du coût du travail dans l'automobile, les mines, la sidérurgie, certaines fabrications mécaniques –, ensuite par des politiques extraordinairement autoritaires et quasiment régaliennes d'aménagement du territoire, d'organisation du regroupement familial, imposées cette fois aux Français, qui ont transformé en dix ans de paisibles communes rurales d'Ile-de-France, comme Chanteloup-les-Vignes ou Danmarie-les-Lys, en zones dites d'accueil, marginalisant les populations d'origine sans jamais les consulter ou les associer, au point d'en faire des étrangers sur leur sol et dans leur commune, juxtaposant des migrants sans considération pour leur communauté d'origine, pour leurs repères et leur culture, les déracinant sans les intégrer, et créant une situation intenable pour tous. Qu'il n'y ait ni recours ni retour de fait sur cette destruction de vies, au moins pour l'éviter à l'avenir, est en soi significatif des points aveugles de la démocratie. Le silence ou la peur qui entourent la misère collective des populations dites d'accueil, soumises à une transformation brutale, sans annonce ni visibilité de leurs cadre et mode de vie, révèlent un remarquable déni de démocratie au nom invoqué des droits de l'homme et de l'antiracisme – au nom transparent de l'obsession économique qui a justifié le sacrifice de ce cadre de vie-là comme de tant d'autres.

Tout choix volontaire, toute gestion à proprement parler sociale de l'ouverture a été interdite ou dévoyée par la préférence absolue pour l'économie, et plus précisément, par la soumission de la Nation aux

groupes d'intérêt économique décidant au nom de cette illusion : ce qui est bon pour l'économie est bon pour la collectivité. Le dogme de la mobilité des hommes a été le fourrier admirable parce que masqué de la société de croissance infinie ; les Etats-Unis ont donné l'exemple, dont la reprise des années 80 s'explique d'une part par la baisse du coût horaire du travail salarié permise par l'importation d'actifs non qualifiés venus d'ailleurs, d'autre part par l'attraction de professionnels à haute valeur ajoutée dont d'autres pays ont financé les formations ; un quart des médecins, plus d'un tiers des ingénieurs, actifs en 2005 aux Etats-Unis, ne sont-ils pas d'origine extra américaine ? Un tel mouvement a permis d'accélérer le désinvestissement collectif dans la transmission des savoirs et dans la reproduction du capital structurel, dégageant une économie à court terme significative. Et il a contribué surtout à fractionner, sinon à dissoudre, ce qu'il restait de représentations collectives échappant au marché, d'intermédiation sociale ou religieuse, de sorte qu'à organiser la séparation des parties, c'est l'anonymat du consommateur qui en réalité se préparait.

Une autre démocratie, celle du droit à trouver mieux ailleurs, succède à celle qui construisait un avenir meilleur – ou le promettait. La démocratie a été la règle d'un jeu dont les acteurs ne pouvaient pas sortir. Que devient-elle quand la règle est justement que les acteurs sortent ou entrent s'ils veulent, quand et comme ils veulent ?

Le front social nouveau - Droit d'être de nulle part, droit de s'installer là où l'offre publique paraît la meilleure, droit de sortir du collectif. Et si ces droits convergents fabriquaient la plus immédiate des servitudes, celle de l'homme sans qualités et sans identité, de l'homme jetable ? Et si tant de libertés si bien assurées et surveillées par tant de consciences sourcilleuses fabriquaient justement *l'homme sans liberté* ?

A considérer, comme Renan le faisait en 1882, les Nations comme irrésistiblement conduites à la guerre, et même au massacre entre races, faut-il en conclure que la dissolution des ensembles nationaux en sous-ensembles flous est la voie de la paix ? Sans doute pas, tant l'expérience quotidienne des *failed states*, celle des pays les moins capables de faire respecter leurs frontières, confirme que la déchéance du pouvoir est pire que l'abus de pouvoir, et qu'un ordre injuste mais établi est

généralement préféré par les populations au désordre civil et à l'insécurité permanente. De l'Afghanistan à l'Irak et du Liban à la Côte d'Ivoire, les exemples se multiplient du grand malheur des populations civiles privées d'Etat – la régression au nom du progrès. Sans doute moins encore, pour qui considère la dispersion et la destruction de capital structurel engendrées par la mobilité des populations, dispersion et destruction qui sont déjà et seront demain cause d'une nouvelle misère sociale, qui n'a encore pas de nom, mais déjà une réalité, celle de la perte de soi, celle de l'isolement dans l'universel. Faut-il aller chercher plus loin les racines de la crise ? Quatre constats interrogent l'avenir :

- la mobilité des hommes telle qu'elle se réalise aujourd'hui ne procède pas de leur liberté, elle répond à l'extension de la priorité économique à la vie des gens, et l'impératif financier qu'elle satisfait prouve sa force en interdisant tout débat sur les choix qui la fondent. Tout appel à l'ouverture des frontières et à la mobilité des populations signifie la fin des mutualisations nationales, c'est-à-dire des systèmes de protection sociale de l'Europe continentale ;

- les termes généralement utilisés pour qualifier et valoriser la politique d'ouverture désignent de fait une profonde et récente incapacité d'accepter l'autre, de respecter la distance, de reconnaître la légitimité de choix collectifs différents des nôtres et qui supposent l'éloignement et la séparation ; ils participent à cette grande misère sociale que sont le déracinement, la perte d'identité, la liquidation achevée des peuples premiers au nom des Droits de l'homme et du développement. En prohibant de fait l'usage du beau mot d'étranger, comme l'a décidé CNN sur ses ondes, ce qui est en jeu est moins la lutte contre la discrimination que la réduction de l'identité au folklore. A cette misère-là, il n'est pas de réponse économique ;

- émigrer n'a jamais été facile, s'intégrer n'a jamais été chose aisée. Italiens, Polonais, Belges, devenus Français, pourraient en témoigner. Le mesurer, apprécier aussi la réalité d'intégrations réussies, parfois exemplaires, c'est s'interroger pour l'avenir ; n'est-ce pas parce qu'elle n'allait pas de soi, qu'il y fallait effort, apprentissage et transformation personnelle et familiale, y compris dans les changements du prénom et

du nom, que leur intégration a été réussie ?

- les choix d'ouverture dont les Français mesurent aujourd'hui les effets, dans leur complexité et parfois leurs paradoxes, ne sont pas contestables en eux-mêmes. En revanche, les modalités qui les ont déterminées se discutent, qui font apparaître un point noir de la démocratie, le point où l'opinion est privée de parole, où la pensée correcte règne à l'abri de la censure sur l'interdiction de penser et de dire – dans le confort de sa satisfaction morale et de son exil intérieur. Malheur pour ceux qu'elle dépossède d'eux-mêmes et de la sûreté de leur être, malheur pour ceux auxquels elle fait miroiter l'image d'opportunités sans nombre, qu'elle expose à la réalité d'un marché des hommes qui instaure la mobilité sans fin et la mobilisation sans limites, voilà la *Démocratie sans terre* et sans peuple que l'utopie mondialiste et la tentation nomade nous promettent. Voilà pourquoi le débat sur l'identité est inévitable, dans une Europe qui ne sait pas ce qu'elle se doit, faute de savoir qui sont les siens, qui sont les autres, qui est proche et qui est loin – faute de savoir se définir, se nommer et se compter, cultiver ses limites comme sa singularité, qui sont les chances de l'être.

Ce texte a été publié dans AGIR 28 – Exigences stratégiques – Octobre 2006.